

Les cégeps, outil essentiel de démocratisation de la société québécoise

Bernard Gauvin, Stéphane Thellen, 6 juin 2004

Aujourd'hui, nous ne vous partageons pas nos vues concernant la campagne électorale fédérale, la guerre des USA en Irak, le terrorisme, la mondialisation néolibérale, le SIDA en Afrique, les manipulations génétiques, l'accroissement de la pauvreté dans nos riches sociétés, le scandale de la caisse de l'assurance chômage ou des détournements des capitaux des petits investisseurs par les dirigeants d'Enron ou de Nortel. Nous ne vous demandons pas non plus d'appuyer la relève dans le milieu des arts, les médias alternatifs, l'agriculture soutenue par la communauté, le commerce équitable, le transport en commun et les constructions écologiques.

Aujourd'hui, pour une rare fois, nous nous trouvons dans une situation où, en plus de vous demander de soutenir une cause, nous vous demandons de soutenir une institution à laquelle nous croyons et pour laquelle nous travaillons, celle qui nous permet, tous les jours, de tenter d'amener la génération future à prendre conscience de la société dans laquelle elle vit, de prendre conscience de ses droits, de ses responsabilités envers ses concitoyens, bref de son devoir d'humanité.

Or, une épée de Damoclès pend au-dessus de nos collèges publics, joyaux de la Révolution tranquille. Peut-être avez-vous entendu parler des discussions qui entourent actuellement l'avenir des CEGEPS ? Vous nous direz que ce n'est pas la première fois que cette institution est remise en question. Or, cette fois-ci, il pourrait bien y avoir péril en la demeure dans la mesure où c'est le gouvernement néolibéral dirigé par M. Charest qui s'y attaque. Lui qui, en grand admirateur du modèle ontarien mis en place par l'ancien Premier ministre Harris, n'a que les *community colleges* en tête. Vous conviendrez que le contexte a changé radicalement et que c'est dans cette perspective que le gouvernement Charest lance son *Forum sur l'avenir des CEGEP*. Comble de l'arrogance, celui-ci aura lieu la semaine prochaine au moment où se déroule le Congrès de l'AQPC (l'Association Québécoise de Pédagogie Collégiale) auquel tous les intervenants du milieu collégial sont invités ainsi que divers autres colloques regroupant des professeurs du réseau collégial. On voit bien, encore une fois, le mépris pour la véritable consultation démocratique du gouvernement en place ! Cette annonce est d'autant plus difficile à accepter qu'elle suit les recommandations controversées du rapport Bédard commandé par la Fédération des commissions scolaires du Québec (une organisation patronale) qui prétend que le Québec ferait de grandes économies en abolissant les CEGEPs, transférant une année d'étude au secondaire et une année à l'université. Cela semble évident mais pourtant, la plupart des analystes, même l'économiste Pierre Fortin, qu'on ne peut soupçonner de gauchisme, ont remis en question cette supposée économie que constituerait l'abolition des CEGEPs, allant même jusqu'à parler de coûts supplémentaires à court terme très importants. Sans mentionner le fait que les CEGEPs constituent un pôle économique et culturel très important dans les régions de la province, pôle qui, une fois remis en question, risque d'accélérer l'exode des populations de ces régions.

Ensuite, sur le strict plan pédagogique, personne n'a démontré la pertinence d'abolir les CEGEPs. Au contraire, nos CEGEPs sont des institutions qui comptent parmi les meilleures et ont permis à la classe moyenne québécoise d'accéder, plus que partout ailleurs, aux études post-secondaires. Comme l'a souligné récemment le sociologue Guy Rocher, le CEGEP a fait le Québec moderne ! Plusieurs témoignages provenant d'enseignants à l'Université de Moncton et à l'Université d'Ottawa, toutes deux à la frontière du Québec, permettent de faire le constat suivant sur le plan de la maturité intellectuelle, les étudiant(e)s québécois(e)s se démarquent de leurs confrères et de leurs consoeurs de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick et ce, grâce à leur formation au CEGEP.

Quant aux conséquences de l'abolition des CEGEPs, il y a tout lieu de penser qu'ajouter une sixième année au secondaire constituerait un facteur de décrochage supplémentaire. Six ans dans les polyvalentes, c'est trop ! Sans compter que tous ne disposeraient pas des moyens financiers ou ne seraient pas prêts à déboursier les sommes nécessaires pour cette année universitaire supplémentaire dans une institution où les frais ne cessent d'augmenter. Prétendre que le fait de devancer d'un an l'arrivée à l'université va améliorer la réussite et la diplomation ne fait pas très sérieux lorsqu'on sait qu'on y donne des cours dans des amphithéâtres bondés et que les universités disposent de très peu de ressources financières pour l'encadrement des étudiants. Au centre, les CEGEPs offrent une alternative novatrice, ni uniquement centrée sur la pédagogie comme au secondaire, ni uniquement centrée sur le contenu théorique, comme à l'université. Un lieu de passage où la relation entre l'enseignant et l'étudiant permet à ce dernier de réaliser son plein potentiel et de formuler un projet de vie épanouissant.

Sans aborder les débats pédagogiques qui doivent avoir lieu entre les différents acteurs de l'institution collégiale, nous vous invitons, lorsqu'il est question du prétendu faible taux de diplomation des collèges, à comparer ce taux avec celui des commissions scolaires et des universités afin de relativiser le supposé « échec » des collèges. Ensuite, nous vous incitons à poser un autre regard sur l'étirement de la durée des études collégiales en inscrivant ce phénomène dans le contexte de la société actuelle. Posons-nous la question qu'est-ce qu'un étudiant aujourd'hui ? Plusieurs éléments de réponse nous sont fournis dans un document de Conseil supérieur de l'éducation que, curieusement, l'actuel gouvernement ne semble pas avoir consulté. En effet, dans un avis au ministre de l'Éducation daté d'avril 2002, le conseil se penche sur la culture des jeunes d'aujourd'hui et affirme sans équivoque que « l'orientation est au cœur de la réussite au collégial. » Crise des institutions traditionnelles (église, famille, État), éclatement des choix de carrières possibles, exigences de renouvellement constant des connaissances plongent les jeunes dans un certain désarroi. Dans ce contexte de crise du lien social et de la solidarité, l'avenir est beaucoup moins tracé d'avance et beaucoup plus incertain que pour les générations précédentes. De plus, l'autonomie, la performance et l'expression de soi sont devenues des normes de plus en plus contraignantes qui ne sont pas sans engendrer du stress et des incertitudes. C'est dans ce contexte que les CEGEPs sont plus nécessaires que jamais.

Si nous voulons améliorer la réussite scolaire, il est essentiel de reconnaître que la formation doit inclure un minimum de flexibilité dans le choix de carrière, un certain recul étant nécessaire non seulement pour préparer son insertion professionnelle mais surtout pour développer un projet de vie. Un projet qui ne peut être dissocié du développement intégral de la personne, de l'acquisition du sens critique et de

capacités d'analyse. Autrement dit, un projet qui prépare l'étudiant à assumer pleinement ses responsabilités citoyennes. Cela exige, entre autres, de la part des enseignants qui sont au cœur de cette mission sociale, de nouvelles formes d'encadrement plus personnalisées, plus respectueuses de l'humain.

Bref, dans la mesure où l'éducation est un processus d'intériorisation de la culture qui permet de s'orienter et de mieux assumer leurs responsabilités sociales, il faut chercher à connaître les jeunes. Manifestement, les gestionnaires publics n'ont pas compris l'importance de l'écoute, occupés qu'ils sont à répondre aux exigences milles et une fois répétées des organisations internationales de développement économiques telles que l'OCDE, l'OMC et la Banque Mondiale qui nous pressent de réorganiser nos régimes d'enseignements, de les mettre en compétition les uns avec les autres, de créer un contexte où les universités pourront se concurrencer à travers le monde, etc. Mais il s'agit là d'un autre débat, à venir...

À notre avis, il n'y a qu'un seul remède au système québécois renouveler notre confiance dans l'institution et dans les acteurs qui la font vivre, injecter les sommes nécessaires pour réaliser nos objectifs de sociétés. Bien sûr, les collèges, comme toutes les institutions publiques, doivent se soumettre à des évaluations périodiques, mais les critiques qu'on leur adresse doivent être constructives et non, encore une fois, viser à implanter des réformes structurelles pilotées par des technocrates en mal de réingénierie. Tout comme les coupures dans les programmes de santé déguisées en virages ambulatoires, les réingénieries dans le domaine de l'éducation sont contre-productives et nuisent à l'épanouissement de nos institutions publiques.

Pour ces différentes raisons - mais nous aurions pu insister aussi sur l'importance de la formation collégiale pour les adultes qui tentent un retour aux études et dont la réussite des CEGEPS à cet égard est indéniable -, nous invitons tous ceux qui ont à cœur le maintien d'un système d'enseignement post secondaire de qualité et accessible à tous à s'opposer à la tentative du gouvernement Charest de détourner les cégeps d'une mission dont ils se sont admirablement bien acquittés. Ne laissons pas un joyau de la culture québécoise disparaître au nom d'une logique néolibérale qui se sert du système scolaire ontarien comme étalon. La cannibalisation que le gouvernement actuel tente d'institutionnaliser, entre les collèges, les commissions scolaires et les universités aboutit, pathétiquement, à une situation où chacun tente d'empiéter sur le terrain de l'autre, au détriment du bien commun. Faisons démentir les propos réducteurs de Jean Charest qui, devant une réunion patronale, prétendait que « L'éducation, c'est fournir un bon capital humain au marché ».

[Pétition pour le maintien des cégeps](#)

[Forum sur l'avenir des cégeps](#)